

Lutte de classe

G20. Une digestion qui s'annonce lourde, lente et non sans périls.

Pour ne pas gâcher un repas gastronomique et pouvoir ensuite digérer tranquillement, on essaie de se mettre à leur place, « *quasiment tout de suite* » les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays membres de l'Union européenne qui était réuni hier à Bruxelles pour un dîner de travail en vue de la réunion du G-20 de Pittsburgh, ce sont mis d'accord « *sur la régulation financière, sur les bonus, sur le fait que le monde de la finance doit changer* » a annoncé le nabot lors de la conférence de presse finale qui a suivi. Regardons-y de plus près.

Il est vrai que c'est difficile de se mettre d'accord sur des intentions, surtout quand ce sont d'autres acteurs qui tirent les ficelles.

Entre nous, il avoue au passage que c'est bien l'aristocratie financière qui gouverne le monde et que Sarkozy et ses homologues ne sont que des pantins entre leurs mains. Nous nous le savons, pas forcément la plupart des travailleurs.

Mais dès qu'ils ont dû aborder les choses sérieuses, la destruction de notre environnement due à la quête effrénée aux profits et à l'anarchie qui règne dans le capitalisme qui à terme constitue une menace réelle pour la survie du capitalisme lui-même, là les choses se sont corsées « *sur l'affaire de Copenhague, il faut une prise de conscience des Européens qu'ils doivent prendre l'initiative, exercer un leadership* » ce qui signifie qu'en réalité ils sont loin d'être d'accords sur cette question qui nécessiterait de mobiliser des centaines de milliards d'euros, alors que la machine à billets est déjà en état de surchauffe permanente à cause de la crise -comme la planète, à croire qu'il pourrait bien y avoir une relation entre les deux.

Un tantinet inquiète La Talonnette a ajouté « *Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'un échec de Copenhague* », tout cela n'est pas très français, passons, notons simplement la légèreté du ton plutôt inquiétant dans la bouche d'un parvenu qui barbotte dans le luxe et qui en fait son idéal.

Dans leur déclaration finale les 27 convives, peut-être un peu éméchés pour s'inquiéter inutilement, ont souligné que « *les pays développés devraient réduire leurs émissions de 80% ou plus d'ici 2050* », une perspective déclinée au conditionnel et reportée à perpète, comme pour indiquer par avance qu'il ne fallait pas s'attendre à des miracles en décembre à Copenhague de la part des dirigeants du vieux monde pour régler la question climatique. Paradoxe ou ironie de l'histoire, ils pourraient bien être obligés de prendre des mesures à contre-courant des intérêts immédiats du capitalisme embourbé dans la plus formidable crise de son histoire. Ce ne serait pas la première fois que cela se produirait.

Sarkonapoléon n'a pas pu s'empêcher de se faire mousser pour se grandir aux yeux des Français, en affirmant que sur l'économie « *il a fallu convaincre* » que « *la France était assez isolée au début* » et de se réjouir que le texte final des 27 reprenne « *quasiment in extenso* » la lettre qu'il avait envoyé avec Gordon Brown et la chancelière allemande Angela Merkel à la présidence suédoise de l'UE au début du mois. Quand on pense qu'il suffit de changer un seul mot dans une déclaration pour en changer le contenu ou la signification, et connaissant la modestie légendaire de l'épileptique du Palais, l'adverse « *quasiment* » n'a pas été ajouté pour des prunes.

Une fois tombé le voile de l'unité affiché par nos 27 gais lurons, il a bien été obligé de convenir que d'importants désaccords persistaient entre eux et avec les Etats-Unis notamment, une paille : des « *divergences* » subsistaient sur le montant des bonus, puis sur « *la réforme du Fonds monétaire international* » ou encore sur la « *taxation des mouvements spéculatifs* » qui ne sera pas au menu du prochain G20, ses participants risqueraient une indigestion, « *charger la barque là-dessus* » à Pittsburgh « *me semblerait déraisonnable* » a ajouté modestement le maître d'hôtel.

Sur cette question précise ou en guise de tarte à la crème, le mot le plus fin revient à Merkel, qui selon le journaliste de l'Associated Press, à l'apéro s'était déclarée favorable à une telle taxation, pour affirmer arrivée au digestif qu'elle ne pourrait être appliquée que « *mondialement* », autrement dit jamais, ce qui ne surprendra aucun d'entre nous.

Par hasard, leur problème ne viendrait-il pas des contradictions incontournables sur lesquelles repose le système économique capitaliste et qui se traduit par la lutte des classes ?

Source : AP 17.09